



HAL
open science

Les trajectoires d'investissement d'exploitations laitières en Ille-et-Vilaine

François Legland, Aude Ridier, Laure Latruffe

► **To cite this version:**

François Legland, Aude Ridier, Laure Latruffe. Les trajectoires d'investissement d'exploitations laitières en Ille-et-Vilaine. [Rapport de recherche] Chaire Entreprises et Economie Agricole. 2018, 5 p. hal-01972731

HAL Id: hal-01972731

<https://hal.science/hal-01972731>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Les trajectoires d'investissement d'exploitations laitières en Ile-et-Vilaine

Résultats du stage de Master 1

François Legland*, Aude Ridier et Laure Latruffe*****

* Stagiaire ENSAI, UMR1302 SMART-LERECO, Chaire EEA, Rennes

** Maître de conférences, AGROCAMPUS OUEST, UMR1302 SMART-LERECO, Rennes

*** Directrice de recherches, INRA, UMR1302 SMART-LERECO, Rennes

Décembre 2018

L'objectif général des travaux de la chaire « Entreprises et Économie Agricole », fruit du partenariat entre le Crédit Agricole en Bretagne et AGROCAMPUS OUEST, est d'identifier et d'étudier les différents facteurs qui expliquent l'évolution des structures agricoles et de leurs performances, en France et plus spécifiquement en Bretagne.

On peut identifier des périodes distinctes dans la vie d'une entreprise, agricole ou non, correspondant successivement à l'installation, l'expansion, le « rythme de croisière », puis la cessation d'activité, par disparition ou transmission. L'une des particularités des exploitations laitières est le fort besoin en capital au moment de l'installation : foncier, bâtiments, cheptel. La phase d'installation est par conséquent une de celles qui présentent le plus de risques.

Dans le cas des structures individuelles, le cycle de vie de l'exploitation suit généralement le cycle de vie personnel du chef d'exploitation. Dans le cas des formes sociétaires, l'arrivée d'un nouvel associé correspond à une phase de nouvelle installation. Dans les deux cas, les quelques années suivant l'installation sont alors cruciales : besoin en capital important

mais aussi nécessité de se familiariser avec la technologie, les réseaux professionnels, etc. Les résultats, en termes de revenus, de performances, peuvent donc s'en trouver affectés. La littérature identifie le seuil des cinq ans après installation comme particulièrement pertinent pour délimiter cette période.

Un stage de Master 1, réalisé dans le cadre de la Chaire EEA, a été l'occasion de / a cherché à identifier si les exploitations des stratégies d'investissement spécifiques aux différentes étapes de leur cycle de vie.

Aides à l'installation et pérennité

Depuis les années 70, un dispositif d'aide à l'installation s'est développé en France pour soutenir les entreprises agricoles dans cette période, et pour faire face à la baisse du nombre d'installations. Le dispositif, assorti d'une Dotation aux Jeunes Agriculteurs (DJA) et d'avantages sous formes diverses (fiscaux, sociaux et d'accès au foncier), est une aide à la trésorerie destinée à soutenir des agriculteurs de moins de 40 ans dans leur projet d'installation (reprise ou création d'exploitation agricole).

En Bretagne, en 2016, le nombre total d'installations s'est élevé à 692, dont plus des deux tiers aidées (Chambres d'agriculture de Bretagne, 2017). On considère comme pérenne une exploitation encore présente plus de cinq ans après son installation et dirigée par la même personne. Une étude de l'ASP, menée entre 2001 et 2009, a montré que, pour la France, le taux de sortie en début de carrière est faible en agriculture comparé à d'autres secteurs d'activité. Après cinq ans, il s'élève à environ 12% alors que celui des artisans et commerçants peut atteindre 50% (ASP, 2012). En outre, parmi les exploitations ayant cessé leur activité entre 2001 et 2009, les cessations d'activités sont plus de 4 fois supérieures pour les installations non aidées que pour les projets aidés. De plus, il y a 2,5 fois plus de sortants parmi ceux s'installant « tardivement », c'est-à-dire après 40 ans, que parmi les chefs d'exploitations s'étant installés avant 40 ans. Les trajectoires post-installation peuvent donc varier en fonction de plusieurs caractéristiques des exploitations : leur taille, leur statut juridique, leur orientation de production, l'existence d'aides à l'installation... L'objectif du travail présenté ici était de retracer ces trajectoires à partir de l'analyse des trajectoires d'investissement des exploitations étudiées.

ont été utilisées. L'échantillon utilisé concerne 2 847 exploitations, pour lesquelles on dispose de l'information sur la date d'installation. Parmi ces exploitations, certaines disparaissent ou apparaissent dans le panel d'une année à l'autre. Par ailleurs, n'ont été gardées que les exploitations présentant une des formes juridiques les plus courantes : exploitation individuelle, GAEC, EARL ou SCEA.

A partir de ce jeu de données, quatre questions concernant la problématique de l'investissement dans les phases d'installation des exploitations laitières ont été explorées :

- Peut-on mettre en évidence des dynamiques spécifiques d'investissement et des besoins différents durant la phase d'installation ?
- Observe-t-on des stratégies d'investissement différentes lors des installations selon le statut juridique ?
- Observe-t-on un changement dans la dynamique d'investissement entre la période des cinq années suivant l'installation et après celle-ci ?
- Peut-on mettre en évidence des trajectoires d'investissement différentes ?

Matériel et méthodes

Les données comptables annuelles d'un échantillon d'exploitations laitières d'Ile-et-Vilaine, observées sur la période 2005-2014, fournies par le CER FRANCE d'Ile-et-Vilaine,

Mesure de l'investissement

On mesure l'investissement dans les exploitations par plusieurs indicateurs qui reflètent la croissance du capital, celui-ci étant mesuré par les immobilisations nettes de l'entreprise, hors foncier (tableau 1).

Tableau 1 : Mesure de la croissance de l'investissement au sein de l'échantillon d'exploitations laitières entre 2005 et 2014

(N= 2 847)	Moyenne	Ecart-type	Min	1 ^{er} quartile	3 ^e quartile	Max
Immobilisations de départ (€)	190 514	139 656	5 410	96 698	243 578	1 897 123
Immobilisations de fin (€)	194 980	163 876	591	92 173	248 126	1 900 891
Durée de suivi (an)	5,4	3,1	1	2	9	9
Croissance absolue (€)	4 466	106 524	-599	-40 604	33 027	1264 312
Croissance relative (%)	7,0	58,1	-98,6	-25,3	24,3	556,7
TCAC (%)	-1,5	14,1	-88,3	-7,9	4,2	117,7

Source : données CER FRANCE Ile-et-Vilaine et calculs auteurs

Le taux de croissance annuelle du capital (TCAC⁽¹⁾) quantifie l'intensité avec laquelle une exploitation a investi ou désinvesti pendant la durée du suivi. Il s'élève en moyenne à -1,5% pour notre échantillon. Les dynamiques sont hétérogènes car un quart des exploitations ont un TCAC inférieur à -7,9% et un quart un TCAC supérieur à 4,2%.

Effet de l'installation sur l'investissement selon le statut juridique

Une analyse de variance sur les TCAC a révélé des différences significatives entre les quatre groupes d'exploitations suivants :

1. individuelles de moins de cinq ans : nouveaux entrants individuels (n = 200) ;
2. individuelles de plus de cinq ans (n = 1 092) ;
3. sociétaires de moins de cinq ans : nouveaux entrants sociétaires (n = 292) ;
4. sociétaires de plus de cinq ans (n = 1 264).

Le groupe présentant le taux de croissance moyen le plus élevé, de 1,8 point de pourcent environ, est celui des nouveaux entrants sous statut individuel. Le statut sociétaire a, lui, un effet négatif sur le taux de croissance du capital des nouveaux entrants. En revanche, après cinq ans, le fait d'être en statut sociétaire a un effet positif sur le taux de croissance du capital.

Effet du seuil des cinq ans après installation

Afin de savoir si une exploitation connaît des dynamiques productives et d'investissement différentes avant et après ses cinq premières années, l'analyse des exploitations suivies avant et après ce seuil des 5 ans après installation (n = 242) montre que le niveau moyen de production est plus fort après la

cinquième année d'existence. En effet, malgré une baisse moyenne du prix du lait de 8,8€/1000 litres, ces exploitations dégagent, pour l'atelier lait, un chiffre d'affaires supérieur en moyenne de 13 000 € après cinq ans par rapport à celui atteint sur la première période, grâce à une augmentation du volume de lait produit de 49 600 litres en moyenne.

Cet accroissement de la production, obtenu par un accroissement du cheptel ainsi que de la productivité annuelle (+200 litres par vache en moyenne), n'est cependant pas suivi d'une augmentation de la main d'œuvre présente.

Le taux de croissance de la production totale est supérieur de 5,3 points après la cinquième année par rapport à avant, et celui de la production de l'atelier laitier de 3,2 points.

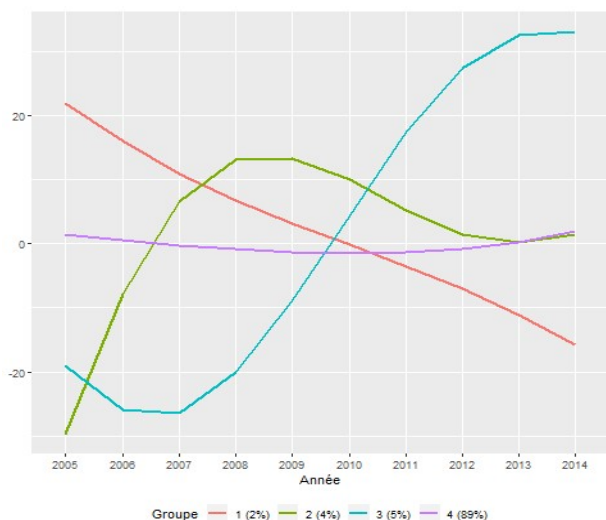
Dans le même temps, le taux d'endettement moyen diminue, alors que le taux de croissance du capital n'est pas significativement différent avant et après le seuil des cinq ans.

Analyse des trajectoires en matière de capital

L'étude des exploitations sont suivies chaque année entre 2005 et 2014, soit un échantillon cylindré de 596 correspondant à 5 960 observations, a permis de mettre en évidence quatre groupes homogènes d'exploitations présentant des dynamiques différentes en matière d'évolution du capital, mesuré par les immobilisations nettes hors foncier (cf. figure 1).

Le groupe 4, qui représente 89% des exploitations, a une trajectoire en capital quasi stable. Il connaît une augmentation du volume de lait produit de 36% sur la période et de la surface agricole utile (SAU) de 12%,

Figure 1 : Evolution du capital pour les quatre groupes identifiés au sein de l'échantillon d'exploitations laitières suivies chaque année entre 2005 et 2014



et regroupe 74% de sociétés. La stabilité de la trajectoire montre que ce groupe est sans doute observé au milieu de son cycle de vie. Cela confirme aussi l'hypothèse que la grande majorité des exploitations laitières sont confrontées à des risques de coûts d'ajustement⁽²⁾, et ont intérêt à lisser leurs investissements dans le temps.

Les groupes 2 et 3, qui rassemblent à eux deux près de 9% de l'échantillon, connaissent des phases de croissance importante en capital sur la période. Le groupe 2 connaît une forte croissance en début de période puis une trajectoire décroissante allant vers la stabilisation. Le groupe 3 connaît une phase de décroissance en début de période puis une forte croissance, en voie de stabilisation. Dans ces groupes, constitués à plus de 90% par des sociétés, l'accroissement du volume de lait a été respectivement de 48% et 74% et, pour la SAU, de 31 et 36%, sur la période.

Le groupe 1, marginal avec 2% des exploitations, connaît une baisse de capital sur toute la durée d'observation, malgré une augmentation de 9% de la SAU et de 33% du volume de lait produit, évolutions proches de celles du groupe 4. Cela montre un faible niveau de ré-investissement dans le matériel, qui pourrait correspondre à une phase de fin de cycle de vie.

Pour l'ensemble des quatre groupes, malgré la baisse de prix du lait entre 2005 et 2014, le niveau de spécialisation, mesuré par la part du lait dans la production totale, a augmenté entre 4 et 9 points de pourcent sur la période.

Tableau 2 : Caractéristiques des 4 groupes de trajectoires entre 2005 et 2014

(N=596)	Année	Groupe 1 (n=14)	Groupe 2 (n=26)	Groupe 3 (n=27)	Groupe 4 (n=529)
Immobilisations nettes hors foncier (€)	2005	629 941	244 905	290 450	203 041
	2014	416 654	401 680	606 141	204 839
Surface Agricole Utile (ha)	2005	122	86	100	66
	2014	133	113	136	74
Volume de lait produit (litres)	2005	488 277	425 518	387 311	306 857
	2014	651 514	632 779	675 529	417 479
Nombre de vaches laitières (têtes)	2005	63	55	55	44
	2014	80	79	85	56
Prix du lait (€/1000 l)	2005	334	332	332	332
	2014	314	312	316	314
Excédent Brut d'Exploitation hors salaires des associés (€/ha)	2005	1 437	1 185	1 059	1 095
	2014	1 018	1 043	1 148	962
Part du lait dans la production totale (%)	2005	34	42	39	50
	2014	45	48	43	56
Part du lait dans la marge totale (%)	2005	58	69	64	76
	2014	55	59	52	67
Part des sociétés	-	93%	92%	96%	74%
TCAC	-	-5,0%	5,9%	9,8%	-0,2%

Notes : Moyennes sauf pour Part sociétés qui indique la part des exploitations sociétaires dans le groupe. EBE calculé hors salaires des associés pour pouvoir comparer exploitations individuelles et sociétés.

Source : données CER FRANCE Ile-et-Vilaine et calculs auteurs

En revanche, la part de la marge de l'atelier laitier dans la marge totale a diminué pour tous entre 3 et 10 points. Cette évolution montre, pour l'ensemble des trajectoires, la baisse de rentabilité liée à l'accroissement de la part des charges de production face à un prix du lait en déclin.

Conclusion

Les exploitations laitières, observées à des stades différents de leur cycle de vie et notamment avant ou après les cinq premières années suivant l'installation, montrent des comportements d'investissement différents. Les nouveaux entrants sous statut individuel ont un taux de croissance en capital plus élevé

que les autres dans les cinq ans suivant l'installation. En revanche, et contrairement aux exploitations sociétaires, leur capital ne croit pas plus fortement après ces cinq premières années, alors qu'on observe un plus fort accroissement de la production, de la productivité laitière et de la productivité du travail. Ceci suggère que les coûts d'ajustement consécutifs aux investissements en phase d'installation, disparaissent au-delà de 5 ans, permettant aux exploitations de retrouver un niveau satisfaisant de performance. Nos résultats en termes de trajectoires sur 10 ans confirment que l'investissement est, pour la majorité des exploitations, continu au cours de la vie d'une exploitation, permettant sans doute de minimiser les coûts d'ajustement.

Pour en savoir plus

Legland, F. (2018). *Analyse des trajectoires d'investissement d'exploitations laitières en Ille-et-Vilaine*. Rapport du stage d'application en statistique de 2^e année, ENSAI.

Chambres d'agriculture de Bretagne, 2017, Création Reprise Transmission, les chiffres-clé 2017, <http://www.chambre-agriculture-finistere.fr/29/synagri/act-chiffres-cles-2017-de-l-installation-transmission-des-exploitations-agricoles-en-bretagne-mai-2018>

ASP, 2012, L'installation sans DJA, Installation et devenir des agriculteurs sans la Dotation Jeunes Agriculteurs, Mission des Etudes de l'ASP

⁽¹⁾ TCAC : Taux de Croissance Annuelle du Capital. Sur la durée $[t=1;t=k]$, le TCAC vérifie la relation : $\text{Immobilisations(en } t=k) = (1+\text{TCAC})^k \text{ Immobilisations(en } t=1)$. Il peut être calculé même si une observation manque une année

⁽²⁾ Coûts d'ajustement : coûts ou pertes de production successifs à l'investissement liés à l'adaptation à de nouveaux équipements ou techniques.